



Conseil Départemental de l'Éducation Nationale

Séance du jeudi 9 mars 2015

Déclaration préalable de la FSU

Les attentats de janvier ont révélé l'essoufflement de notre modèle républicain et interrogent sur sa capacité à transmettre ses valeurs et surtout à les faire partager. Dans ce contexte, le rôle de l'Ecole a été au centre des débats et la communication du gouvernement a été dense mais confuse. En effet, entre la conception conservatrice et normative, très "Troisième République" du Premier Ministre et les annonces cosmétiques de la Ministre de l'éducation nationale, l'agitation a pris le pas sur la réflexion.

De l'éducation morale et civique en classe ? La belle idée ! Mais les enseignants le font déjà à l'école, au collège et au lycée ! Sensibiliser les élèves au fait religieux ? La belle idée ! Les professeurs d'histoire-géographie le font déjà ! Mais où sont les mesures qui permettraient de réduire le décrochage scolaire, de redonner espoir et confiance aux classes populaires et de réactiver l'ascenseur social ?

Cette année encore, les moyens attribués aux collèges du Jura ne permettront pas à l'ensemble des élèves de connaître des conditions de travail satisfaisantes, en particulier pour les plus en difficultés d'entre eux. Derrière une moyenne d'élèves par classe en légère baisse, se cachent des disparités importantes : selon les projets actuels, le nombre de classe à vingt sept élèves ou plus sera identique la rentrée prochaine. La FSU réaffirme que les effectifs par classe ne devraient pas dépasser vingt cinq élèves et vingt élèves en éducation prioritaire. Une fois de plus, le Jura paie le prix de sa ruralité : les collèges ruraux, parfois isolés, souffrent de l'éclatement des équipes pédagogiques et du manque de moyens pour développer l'accès à la culture. A cela s'ajoute, pour certains d'entre eux, un sentiment d'abandon dû à l'absence de travaux de rénovation. Les collèges urbains et les gros collèges ne sont pas mieux lotis : ils connaissent systématiquement des effectifs pléthoriques sur plusieurs niveaux et c'est bien parti pour continuer ! Les deux collèges sortant du dispositif d'éducation prioritaire (les collèges de Moirans et de Morez) sont confrontés à des choix cornéliens : soit ils mettent en place des dispositifs d'aide spécifiques dans des classes chargées, soit ils ouvrent une ou deux classes supplémentaires sans dispositif d'aide.

Dans un contexte où le refus de l'autre pousse sur le terreau des inégalités, de l'exclusion dans des quartiers à l'abandon avec des habitants rejetés, relégués, des élèves condamnés par les forces centrifuges de la compétition et de l'élimination, l'école, seule, ne peut pas tout. Il est urgent de refaire de l'Ecole publique et laïque un pilier d'une République enfin émancipatrice et humaniste.